

## RESSOURCES HYDRAULIQUES

# Réduire la pollution et le gaspillage... avant les barrages

Réunis au ministère de l'Environnement, des experts estiment que le pays ne souffre pas de pénuries, mais plutôt d'une mauvaise gestion de l'eau.

**Zeina ANTONIOS**

L'évocation par le gouvernement, en début de mois, de la possibilité de renouveler le financement du barrage controversé de Bisri a relancé le débat sur la nécessité de mettre en place un plan directeur efficace pour la gestion de l'eau au Liban. Alors que chaque été est marqué par des pénuries d'eau, des experts réunis lors d'une table ronde au ministère de l'Environnement cette semaine ont démontré que le pays ne manque pas d'eau souterraine, mais qu'il souffre tout simplement d'une mauvaise gestion de ses ressources hydrauliques. Ces experts ont souligné qu'une gestion adéquate permettrait au Liban de profiter pleinement de ses ressources, sans avoir à se lancer dans des projets coûteux. « Au Liban, le dossier de l'eau est pris en étau entre les constructeurs de barrages et les exploitants de puits artésiens. Ces comportements sont destructeurs », dénonce Habib Maalouf, journaliste et expert en questions environnementales et modérateur de la rencontre qui s'est tenue en présence du ministre de l'Environnement, Nasser Yassine. Selon M. Maalouf, le ministère de l'Énergie, en charge de l'élaboration du plan de gestion de l'eau dans le pays, « n'a plus mesuré les quantités d'eau présentes en surface depuis les années 70 ». « Nous ne savons pas non plus quelles sont les quantités tirées des puits artésiens, surtout que les puits illégaux sont nombreux », dénonce M. Maalouf. Comment peut-on parler de pénurie et de la nécessité de construire des barrages pour y remédier, alors que nous ne savons même pas de quelles ressources nous disposons au juste ? » se demande cet expert. Selon les écologistes, près de 60 000 puits illégaux sont disséminés dans tout le pays. Parmi les recommandations de la table ronde, la nécessité de régler le dossier des puits artésiens illégaux, de freiner le gaspillage et trouver une solution au traitement des eaux usées. « Je pense qu'il vaut mieux contrôler le gaspillage et accorder la priorité au traitement de la pollution de l'eau potable par les eaux usées, avant de

penser aux barrages », souligne Habib Maalouf.

### « Une stratégie pire que celle de l'électricité »

Même son de cloche du côté de Wajdi Najm, professeur universitaire et directeur du centre régional de l'eau et de l'environnement de l'Université Saint-Joseph. Ce dernier estime qu'il est malvenu de parler de pénuries d'eau dans le pays, étant donné qu'« il n'y a pas eu de changement au niveau des précipitations au Liban au cours des dernières années ». Selon ce chercheur, qui a exposé des données récoltées entre 1982 et 2021, « le pays connaît de tout temps des années de sécheresse suivies d'autres où les pluies sont abondantes, mais le volume des précipitations est le même sur les 40 ou 50 dernières années ». Ce qui pourrait s'avérer inquiétant, selon lui, est « la hausse des températures estivales au Liban qui entraîne désormais une fonte plus rapide de la neige ». Une situation qui entraîne des pertes au niveau de l'eau et qui pourrait affecter l'accès des Libanais à cette précieuse ressource. Très critique à l'égard de la politique mise en place par le ministère de l'Énergie, le directeur de l'Office des eaux du Litani, Sami Alaouié, ne mâche pas ses mots. « La stratégie des autorités pour la gestion de l'eau est quasi inexistante. Elle est pire que celle du secteur de l'électricité, lance-t-il. Il faut mettre en place un plan de gestion qui prendra en compte l'avis des ministères de l'Environnement, des Travaux publics et de l'Agriculture pour avoir une vision globale des besoins dans ce domaine. »

M. Alaouié rejoint par ailleurs les autres experts qui estiment que les pénuries dont les citoyens paient le prix « sont dues en majeure partie à la mauvaise gestion des ressources naturelles par les autorités ». « Nous souffrons de gaspillage, sans oublier la pollution des cours d'eau, dont celle du bassin du Litani. La qualité des eaux souterraines et de la terre a été altérée au cours des dernières années, et nous avons perdu de nombreux espaces verts. Il faut commencer par réfléchir à la façon de rattraper les dégâts », souligne-t-il.